

D'UN 1^{er} FÉVRIER À L'AUTRE...

Régulièrement nous dénonçons dans ce bulletin, l'offensive - et les progrès - de la méthode unicitaire, tendant à transformer la nature et le rôle des syndicats indépendants, pour en faire des organes subsidiaires de l'Union Européenne. C'est ainsi qu'en janvier 2000, nous opposons la «*grève interprofessionnelle*» à l'unicité corporatiste. C'était à la veille d'une journée de grève interprofessionnelle, à l'initiative de la C.G.T.F.O. (le 1^{er} février 2000) alors que le bureau confédéral de la C.G.T., en appelait à un simple «*déploiement militant*»...!

Il n'y a pas si longtemps, dans ces colonnes, nous avons mis l'accent sur l'orientation néo-corporatiste que Thibault et ses camarades impriment de plus en plus fortement à la C.G.T. Nous écrivions notamment que ce n'est pas seulement sans eux, mais contre eux et leurs alliés C.F.D.T., que devra se livrer la bataille pour le maintien de nos droits acquis, particulièrement nos retraites. C'est dire notre opposition à la déclaration interconfédérale du 6 janvier 2003, aboutissant aux manifestations du 1^{er} février, convaincus que nous sommes que sur le fond, il n'y a aucune possibilité d'accord réel entre les partisans du maintien de nos systèmes de retraites actuels et ceux qui annoncent qu'ils sont d'accord pour les brader, au nom du moindre mal, d'une politique de la présence mal comprise, ou parce que il «*n'est pas possible de résister dans le cadre de l'Union Européenne*».

Il nous faut souhaiter que s'appuyant sur le vote des électriciens-gaziers, sur le nombre important de syndicats, notamment C.G.T. et C.G.T.F.O. qui s'opposent aux positions de liquidation des droits acquis, que quelques signataires de cet «*accord*» interconfédéral, s'empressent d'appeler un chat un chat, les 37 ans 1/2 pour tous, public privé, comme la revendication réellement unitaire, capable de rassembler. Quelles que soient les raisons invoquées pour justifier l'appel du 6 janvier, il faut maintenant s'en écarter, s'en tenir désormais à la volonté exprimée, y compris le 1^{er} février, par les manifestants qui reprenaient à leur compte la revendication centrale des 37,5 pour tous.

Un faux pas, cela peut passer... Deux, ce serait problématique... Mais ce qui ne doit pas se renouveler, c'est revoir, à nouveau, les secrétaires généraux de toutes les confédérations, côte à côte, presque la main dans la main, dans une démonstration qui, dans l'état actuel des choses, ne peut que renforcer la position «*réformatrice*» gouvernementale et entretenir la confusion chez les adhérents et militants. Cela n'a rien à voir avec la poignée de main de 1995.

A propos de 1995, Mme GUIGOU, quelques temps avant de ne plus être Ministre, déclarait: «*1995 nous à fait perdre dix ans*»! Faisons en sorte qu'un puissant mouvement revendicatif, «*social*» (comme on dit maintenant) se développe, pour en faire perdre, à nouveau, dix, et même vingt de plus, à ceux d'aujourd'hui qui poursuivent la même politique.

Certes, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton, nous le savons bien. Mais une des conditions pour aider à ce développement c'est de n'entretenir aucune illusion, et de ne plus se commettre aux côtes des corporatistes. Et même s'il est vrai qu'il existe ici ou là quelques difficultés, quelques incompréhensions, il n'en reste pas moins vrai que c'est ensemble, public/privé, que nous gagnerons.

Jo SALAMERO.
